

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

8 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

**AMENDEMENT**

N° I-500

présenté par

M. Philippe Vigier, M. Pupponi, M. Acquaviva, M. Clément, M. Colombani, Mme Dubié,  
Mme Frédérique Dumas, M. El Guerrab, M. Favennec Becot, Mme Josso et M. François-  
Michel Lambert

-----

**ARTICLE 2**

Substituer à l'alinéa 5 les trois alinéas suivants :

« a) Au premier alinéa, les mots : « qui excède 9 964 € » sont supprimés ;

« a bis) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – 1 % pour la fraction inférieure à 10 064 € ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'obligation de payer ses impôts a été établie par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 qui énonce en son article 13 que « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens et les citoyennes, en raison de leurs facultés ».

Dans cet esprit, cet amendement vise à mettre en place un impôt universel, qui participerait de l'exercice de la citoyenneté et du lien qui unit chacune et chacun d'entre nous à la communauté nationale.

L'instauration de ce principe selon lequel tout le monde doit payer l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques, même à travers une contribution symbolique, permettra de poser les bases d'une réforme plus large, qui permettra de renforcer considérablement sa progressivité, y compris s'agissant des hauts et des très hauts revenus.